



Une déclaration paysanne qui remet en cause le capitalisme

Le Conseil des droits de l'homme s'est penché sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), qui défend des droits comme ceux d'avoir accès à la terre et aux semences, de pouvoir s'organiser collectivement ou de favoriser l'égalité de genre.

Elena Rusca

L'adoption de l'UNDROP en décembre 2018 a représenté l'aboutissement d'un long processus entamé 20 ans plus tôt. «Notre manifeste ne parle pas seulement de la situation des paysans mais de l'ensemble de la population mondiale. Malheureusement, 20 ans de lutte plus tard, le système agroalimentaire mondial s'est détérioré: il y a toujours moins d'entreprises, mais plus fortes (actuellement 5 à 6) qui dominent le monde de l'alimentation: les principales crises auxquelles nous sommes confrontés sont liées à cela»,

s'exclame Diego Montón, représentant de La Vía Campesina en Argentine, lors de la 57^e session du Conseil des droits de l'homme au siège des Nations Unies de Genève.

Plus précisément, Diego Montón exprime bien comment ces entreprises affectent la population des zones rurales, à travers l'expulsion des terres, la privatisation des semences et l'utilisation aveugle de produits agrochimiques. Pour le représentant de La Vía Campesina, l'UNDROP est essentielle, car elle légitime symboliquement la création de groupes de

travail capables de remettre en question la situation actuelle au sein de différents pays et de trouver des solutions communes pour avancer au niveau international.

Impacts négatifs du capitalisme et des entreprises

«La Déclaration n'est pas seulement un point d'arrivée mais constitue également un nouveau point de départ, un changement de paradigme vers une société plus inclusive qui reconnaît et valorise la contribution essentielle des paysans et des personnes qui

travaillent dans les zones rurales dans la lutte contre la pauvreté et la faim sous toutes ses formes et dimensions. Elle offre protection de l'environnement naturel contre la pollution et la dégradation, maintien et régénération de la biodiversité essentielle à la vie, progrès économique et social de nos sociétés et réalisation de communautés pacifiques, justes et inclusives dans lesquelles personne n'est laissé de côté et les droits de tous sont également protégés», a déclaré en ce sens, ce 19 septembre, Geneviève Savigny, présidente du Groupe de travail autour de l'UNDROP lors de la plénière de la 57^e session du Conseil des droits de l'homme.

Une valeur symbolique forte

Au travers de l'UNDROP, qui souligne l'importance de repenser le monde et son mode de fonctionnement, c'est le capitalisme lui-même qui est remis en question. En soi, la valeur de cette Déclaration est avant tout symbolique. Après tant d'années de lutte des paysans et des groupes qui accompagnaient les populations des zones rurales, l'importance de leur rôle dans le développement d'une société juste et équitable a finalement été reconnue. Tout comme la nécessité de repenser les fondements capitalistes de la société axés sur la production et les profits qui se heurtent au bien-être et au développement réel des peuples.

Mihir Kanade, président du Mécanisme d'experts sur le droit au développement de l'ONU, a bien exprimé cette nécessité d'un changement de paradigme, lors de l'événement parallèle du 19 septembre organisé par le CETIM à l'ONU: «Quand je travaille avec les populations paysannes, ils me demandent si, plutôt que de revendiquer le droit au développement, ils ne pourraient pas revendiquer le droit de ne pas se développer. Car, malheureusement, dans notre société capitaliste, le droit au développement est directement lié à la croissance économique.»

Au travers de l'UNDROP, qui souligne l'importance de repenser le monde et son mode de fonctionnement, c'est le capitalisme lui-même qui est remis en question

«Cependant le développement est un processus plus large: en droit international, il est plutôt considéré comme un processus socio-politique global et inclusif qui nous conduit vers une participation active et libre de l'ensemble de la population. Il s'agit de

considérer le développement comme le moyen d'atteindre notre bien-être, ce qui n'a rien à voir avec l'évolution du produit intérieur brut ou tout autre indice purement économique», continue Mihir Kanade.

Colombie et Mexique à la pointe

«A l'heure actuelle, tout le monde veut être durable mais il existe différentes manières d'atteindre cet objectif. Lorsque nous parlons de la solution à adopter, je pense que la première chose à faire est de tenir compte du fait que ce sont les petits agriculteurs qui contribuent réellement à la préservation de l'environnement, mais qui, malheureusement, sont aussi les plus touchés par les grandes entreprises capitalistes et rendus invisibles lorsque nous imaginons un avenir dans cette société», ajoute Geneviève Savigny lors de l'événement parallèle du CETIM.

Maintenant que l'UNDROP a réussi à souligner symboliquement l'importance du changement de paradigme, les principaux défis restent à relever pour les Etats: reconnaître cette Déclaration et la mettre en œuvre.

Pour le moment, seuls quelques-uns, la Bolivie et la Colombie par exemple, ont décidé de suivre les recommandations du texte.

En revanche, cela semble encore compliqué pour la majorité des pays occidentaux de penser différemment du capitalisme. ✦

L'UNDROP, un instrument de justice sociale et environnementale

La Déclaration internationale sur le droit des paysans est une résolution juridiquement non-contraignante, à portée universelle, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2018. Elle recouvre toute une série de revendications paysannes exprimées pendant des décennies, soutenues par des organisations comme le CETIM ou FIAN International, et compilées en 2008 par l'ONG la Via Campesina dans sa *Déclaration des droits des paysans - Femmes et hommes*. Le 11 octobre 2023, un groupe de travail autour de la Déclaration a été créé par le Conseil des droits de l'homme, reconnaissant la contribution essentielle des agriculteurs et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales, dans la lutte contre la faim et dans la préservation et l'amélioration de l'environnement. Aujourd'hui son défi n'est plus seulement de protéger les

droits des paysans, mais de reconnaître l'importance du travail de ces derniers dans la protection de la biodiversité et de la souveraineté alimentaire, en soulignant les lacunes évidentes du système capitaliste sur ces derniers points. Ce groupe de travail a pour mandat de promouvoir la diffusion et la mise en œuvre efficace et complète de l'UNDROP, tout en identifiant les défis et les lacunes dans sa mise en œuvre aux niveaux national, régional et international, mais aussi d'identifier, échanger et promouvoir les bonnes pratiques et les enseignements tirés de la mise en œuvre de la Déclaration. Il veut aussi faciliter et contribuer à l'échange d'assistance technique, au renforcement des capacités, au transfert de technologies et à la coopération internationale à l'appui des efforts, actions et mesures nationaux visant à une meilleure mise en œuvre de la Déclaration. **ARA**